

## Le voyage du Général au Québec en 1967

Xavier de LA CHEVALERIE

« Le voyage du général de Gaulle au Québec en 1967 – Témoignage », *Espoir* n°112, 1997

La préparation de la visite avait été rendue difficile en raison des exigences de deux protocoles, celui du Fédéral et celui de la province du Québec qui n'étaient guère conciliables. Avant même que le Général ne s'embarquât sur le Colbert, j'avais eu un avant-goût de l'esprit dans lequel il entreprenait ce périple et de sa volonté de frapper un grand coup pour galvaniser les Québécois dans leurs efforts pour se dégager de la tutelle d'Ottawa. Il m'avait en effet remis, quelques jours avant son départ, les textes des différentes allocutions qu'il allait prononcer notamment le premier soir au château Frontenac à Québec en me demandant de lui faire part de mes observations.

J'avais été frappé de constater qu'en évoquant la « Révolution tranquille », qui avait été l'oeuvre du Premier ministre québécois Lesage, le Général s'adressait en ces termes aux Canadiens français : « Que votre révolution soit plus ou moins tranquille ».

Dans le climat qui prévalait à Québec, de tels propos m'apparaissaient comme une incitation à la violence des éléments les plus extrémistes, et je le dis franchement au Général. Celui-ci accueillit ma remarque avec mécontentement, tout en me demandant de lui rendre son texte. Il me le rendit le lendemain après avoir fait supprimer cette phrase par des propos certes moins incisifs, mais qui pourtant ne dénaturaient pas sa pensée : « Votre résolution de survivre en tant qu'inébranlable et compacte collectivité, après avoir longtemps revêtu le caractère d'une sorte de résistance passive opposée à tout ce qui risquait de compromettre votre cohésion, a pris maintenant une vigueur active en devenant l'ambition de vous saisir de tous les moyens d'affranchissement et de développement que l'époque moderne offre à un peuple fort et entreprenant ».

Le 20 juillet 1967, après avoir pris le bateau pour rejoindre, à partir de Sidney en Nouvelle Ecosse, le général de Gaulle à Saint-Pierre-et-Miquelon, nous embarquons, Gilbert Pérol et moi, sur le Colbert. La vie à bord ne fut guère différente de ce qu'elle était à l'Élysée. Nous nous tenions dans une cabine face au bureau aménagé pour le Général et nous étions à la sonnette. Pendant trois jours, notre travail consista notamment à vérifier la traduction en anglais des discours qu'il allait prononcer. Nous prenions nos repas dans une petite salle à manger en compagnie du commandant du bâtiment, le capitaine de vaisseau Delahousse, du chef d'État-Major particulier du Général, l'amiral Philippon et de l'aide de camp, le commandant Flohic, sauf si le Général nous conviait à sa table. Ce fut le cas à plusieurs reprises, notamment lorsqu'il reçut les officiers supérieurs du Colbert ou encore l'officier de liaison canadien transbordé à partir d'une frégate de la marine canadienne venue escorter notre navire dans les eaux territoriales du Canada. Le Général n'apprécia d'ailleurs pas que cet officier de liaison dépêché par le Gouvernement fédéral pour le saluer fût anglophone et ne parlât pas un mot de français.

En communication téléphonique permanente avec Paris, nous recevions sur le bateau de nombreux messages qui faisaient état des risques d'attentats contre le général de Gaulle, notamment lors de sa visite à Montréal. Des tireurs d'élite pourvus de fusils à lunette pouvaient, nous disait-on, tirer sur le Général lorsqu'il prononcerait son discours à l'Hôtel de Ville. Les inquiétudes quant à la sécurité du chef de l'État pendant tout son séjour au Canada allaient être constantes et s'accroître encore après qu'il eût lancé son «Vive le Québec libre ! » à la mairie de Montréal.

Le 23 juillet par un beau soleil, le Colbert s'amarrait au pied de la citadelle de Québec à l'anse au Foulon. Le gouverneur général Michener accueillait le Général tandis que la Marseillaise soulevait une vive ovation. Le God save the Queen provoquait aussitôt après un vaste mouvement de réprobation et des tomates tombaient des collines sur les participants. Dans la soirée, le Général donnait une réception sur la plage arrière du Colbert. Mais celle-ci n'allait pas se dérouler sans un incident mineur. Je ne sais pourquoi on avait mal calculé la marée, ce qui mit la passerelle quasiment à la verticale ; plusieurs dames canadiennes, pourvues de hauts talons, se retrouvèrent par terre aux pieds du Général. On prépara à la hâte un autre cheminement pour les invités qui devaient, si je me souviens bien, traverser les cuisines pour se présenter au chef de l'État. Mais après quelques heures, la marée ayant monté, les choses rentrèrent dans l'ordre.

Je ne reviendrai pas sur ces journées où, au fil des heures, croissait l'enthousiasme de la population québécoise. Mais je vois encore le Général, le lendemain de son arrivée à Sainte-Anne-de-Beaupré, entendre la messe et communier, ainsi que Madame de Gaulle, à une heure tardive, avant que la délégation française ne fût conviée à déjeuner par le cardinal Roy dans sa résidence d'été. Des tentes avaient été aménagées pour protéger du soleil et nous entendions les chorales chanter l'air de Gilles Vignaux : « Mon pays n'est pas un pays, c'est l'hiver. Mon jardin n'est pas un jardin, c'est la plaine ».

Je revois la longue cohorte des DS mises par Citroën à la disposition du Général et de sa suite, et j'entends encore cette dame québécoise dire sur la route : « Il y en a des citrons ! ». Comme j'en faisais part le soir au Général, il me répondit en citant le poème de Goethe : « Kennst du das Land wo du Zitron blüht » (Connais-tu le pays où fleurit l'oranger). Je revois le parcours vers Montréal le long du chemin du Roy où, à chaque arrêt, montait l'ardeur et la liesse de la foule, au point que le Général pouvait justement dire sur le balcon de l'Hôtel de Ville : « Je vais vous confier un secret que vous ne répétez pas. Ce soir, ici et tout au long de ma route, je me trouvais dans une atmosphère du même genre que celle de la Libération ».

Le commandant Flohic a raconté dans son excellent livre *Souvenirs d'outre Gaulle*, ce que fut ce voyage dont la conclusion « Vive le Québec libre ! » demeure encore aujourd'hui dans la mémoire de tous et restera dans l'histoire. Je ne sais si, en tenant ces propos qui ne figuraient pas dans les textes préparés à l'avance, le Général eut sur le moment conscience de reprendre ce qui était alors le slogan des séparatistes. Personnellement, je ne le crois pas. Toujours est-il que d'un coup la tension devint vive avec Ottawa.

On le sentit à l'hôtel Elizabeth où était logée la délégation française et où je partageais une suite avec M. Couve de Murville. Nous avions l'impression d'être étroitement surveillés par les services de sécurité canadiens, dans un climat de suspicion singulièrement désagréable. Mais ceci n'empêcha pas, le lendemain matin, lorsque je demandai Paris au téléphone, la petite standardiste québécoise de me dire : « Bonjour Monsieur. Vive le Québec libre ». La journée qui suivit, le mardi 25 juillet, était consacrée à la visite de l'exposition de Montréal et à un dîner offert au pavillon français de l'Exposition par le Général lui-même. Nombre d'invités canadiens, et pas seulement anglophones, s'étaient récusés et aucun protocole n'était plus possible. Nous étions conduits à placer auprès du Général, qui cette fois ne réagit point, des personnalités qui normalement n'auraient pas pu être au rang où nous les placions. C'est au cours de ce dîner que l'on me transmit le communiqué par lequel Ottawa jugeait les déclarations faites la veille par le Général « inacceptables pour le peuple canadien et son

gouvernement ». Nous ne pouvions qu'en informer le chef de l'État et le commandant Flohic lui donna connaissance du texte.

Après le dîner, à minuit, j'étais convoqué avec M. Couve de Murville et notre ambassadeur, M. Leduc, par le Général à sa résidence, une villa du quartier résidentiel de Montréal que nous avions retenue pour lui ; notre ministre des Affaires étrangères me reprocha alors vivement d'avoir donné connaissance au Général du communiqué d'Ottawa. « Vous avez allumé l'incendie, et vous en porterez la responsabilité », me dit-il.

Je répliquais que je n'avais fait que mon devoir et que de toute façon le Général aurait eu connaissance de la réaction du gouvernement canadien dans les premières heures de la matinée.

Le Général nous dit alors qu'il envisageait dans ces conditions de renoncer à l'étape d'Ottawa où il devait se rendre le lendemain soir ; il maintenait cependant le programme fixé pour Montréal pour la journée du lendemain ; nous partirions pour Paris dans la soirée. Mais il demandait notre avis. M. Couve de Murville resta silencieux. Pour ma part, j'étais enclin à penser qu'il valait mieux, en effet, ne pas se rendre dans la capitale fédérale où l'atmosphère risquait d'être glacée, car on ne pouvait concevoir que le Général revint sur les propos tenus à Montréal. Avec beaucoup de courage, notre ambassadeur plaida pour le maintien de la visite à Ottawa en raison des risques que pouvait comporter une rupture avec le gouvernement fédéral.

Dans la matinée du 26 juillet, M. Drapeau, qui était venu chercher le Général à sa résidence, me laissa entendre qu'il considérait que le Général avait été trop loin en donnant une caution aux séparatistes. Nous entreprîmes alors sans les modifier les visites prévues à Montréal. D'abord celle du métro construit par une entreprise française ; il y faisait une chaleur accablante – ce qui a été corrigé depuis. Le Général transpirait à grosses gouttes, non sans répondre aux journalistes qui lui demandait s'il ne faisait pas trop chaud : « Vous trouvez ; moi pas ».

Ensuite, sur l'esplanade du Mont-Royal dominant la ville, nous assistâmes à la démonstration d'une manoeuvre par une compagnie franche de la Marine en uniforme du XVII<sup>e</sup> siècle. Le Général y prit goût et je le revois mimant avec ses mains le maniement complexe des fusils de cette époque. Après le passage à l'université, la visite s'acheva par un déjeuner offert par M. Drapeau ; le Général y rendit hommage au maire de Montréal tout en revenant indirectement sur les propos qu'il avait tenus à l'Hôtel de Ville et qui avaient ému son hôte :

« Du fait, avait-il dit, d'une sorte de choc auquel ni vous ni moi ne pouvions rien – c'était élémentaire et nous en avons tous été saisis au cours de ce voyage – je crois avoir pu aller en ce qui vous concerne au fond des choses ; et, quand il s'agit du destin et notamment du destin d'un peuple, en particulier du destin du peuple canadien français ou français canadien, comme vous voudrez, y aller sans arrière-pensée, c'est en réalité, non seulement la meilleure politique, mais c'est la seule politique qui vaille ».

Puis ce fut le départ pour Paris et le moment où, lorsque le Général monta dans l'avion, notre collègue Jurgensen, directeur d'Amérique aux Affaires étrangères, s'écria : « Mon Général, vous avez payé la dette de Louis XV ».

Un voyage de quelque huit heures au cours duquel, pendant la nuit, Madame de Gaulle me demanda de dire au commandant Desgree du Lou que « le Général s'étonne de la lenteur avec laquelle nous effectuons le parcours ».

Sans doute le Général avait-il hâte de se retrouver à Paris où il pressentait certainement des interrogations et des critiques alimentées par une presse la plupart du temps hostile. Et, de fait, le jeudi 27 juillet, aux premières heures du jour, nous trouvions à Orly le gouvernement venu au grand complet autour du Premier ministre, M. Georges Pompidou, accueillir le Général, j'éprouvais le sentiment qu'ils étaient peut-être là pour s'assurer que le chef de l'État n'avait pas eu de défaillance intellectuelle. Comme l'a écrit le commandant Flohic, le Général eut probablement la même impression si l'on en juge par le soin qu'il prit de faire immédiatement sur place à ses ministres un exposé de la situation sur les événements du Québec et les raisons qui avaient motivé son attitude.

J'ai fait allusion au début de ce récit aux problèmes de sécurité qui n'avaient cessé de nous préoccuper au cours de cette visite. Ils inquiétaient M. Couve de Murville qui, un soir, m'avait invité à dîner pour me presser de convaincre le Général de ne pas prendre son avion personnel pour le retour en France et d'envisager l'affrètement d'un appareil d'Air France. Il m'avait dit de manière solennelle : « S'il arrive quoi que ce soit, vous en porterez la responsabilité ». Je lui réponds que toutes dispositions avaient été prises pour assurer la surveillance la plus stricte dans le hangar où était garé le DC 8 du Général et que l'on pouvait faire la plus grande confiance à son équipage.

Comme M. Couve de Murville insistait, j'évoquai ce problème auprès du commandant Desgree du Lou qui, à l'État-Major particulier, était chargé de la liaison avec l'armée de l'Air. Nous décidâmes d'un commun accord de faire voler l'appareil quelques heures avant notre départ de Montréal et de renforcer les mesures de contrôle au moment du départ. On fouilla systématiquement tous les bagages des passagers de l'avion du Général, y compris les objets personnels de toilette, les pâtes dentifrice où, selon M. Couve de Murville, pouvaient se dissimuler des engins meurtriers.

Comme tous les Français férus d'histoire, probablement plus que beaucoup d'autres, le général de Gaulle passionnément attaché au fait français dans le monde, n'a cessé de ressentir douloureusement la perte de la Nouvelle France au traité de Paris de 1763. Ce que Voltaire qualifiait dédaigneusement et péjorativement de « quelques arpents de neige » est devenu, deux siècles après, l'immense territoire du Québec – trois fois la superficie de la France – peuplé en grande majorité d'habitants d'origine française ayant pieusement conservé l'usage de notre langue. De 60 000 au moment où ils furent coupés de tout lien avec la mère patrie, ils sont maintenant plus de six millions installés sur les rives du Saint-Laurent, l'une des grandes voies de pénétration maritime du continent américain du Nord. Groupés en familles nombreuses autour des clochers de leurs paroisses, les mangeurs de pois cassés (pea soupers), comme les appelaient dédaigneusement les anglophones conquérants, ont réussi le tour de force de se maintenir et de se multiplier, en conservant la langue de leurs pères à l'aide de l'unique grammaire française conservée en vitrine comme le plus précieux des trésors.

Deux siècles durant, le fait français au Canada eut l'aspect d'une survie héroïque, sans le moindre contact ni soutien de la France.

La guerre de 1939-1945 aurait pu provoquer le bouleversement du Québec si la province ne s'était pas tenue à l'écart du conflit en refusant de s'engager avec le reste du Canada : après la chute de la France, les Québécois considéraient qu'ils n'avaient aucune raison de venir au secours des « Anglois », leurs oppresseurs de toujours.

Le Québec était résolument catholique, pétainiste, anti-anglais. Cette conjecture ne pouvait favoriser l'action des Français libres ; beaucoup de Canadiens francophones les prenaient pour des mercenaires de l'Angleterre, les plus favorables estimant que le général de Gaulle ne pouvait être que dans les mains des Anglais.

En dépit de ce contexte, le Général décida d'y envoyer le commandant d'Argenlieu au début de 1941 : sa qualité de supérieur des carmes et sa personnalité rayonnante assurèrent un certain succès à sa mission. La France libre disposa de soutiens rares, mais éminents – dont ceux du général Vanier et de sa femme, qui se manifesteront leur vie durant – dans la création de comités sur le modèle de France for ever aux États-Unis.

Quand, en juillet de la même année, René Pleven, membre du comité de la France libre, vint au Québec, il fut reçu à Montréal par les autorités fédérales. Elles affirmèrent seulement combien elles appréciaient la participation des Français libres dans la guerre ; il ne fut aucunement question de l'attitude du Québec. Jusqu'à la fin de la guerre, la province resta sur une grande réserve à l'égard du Général.

En juillet 1944, il se rend en Amérique du Nord, commençant la visite par les États-Unis. Puis il gagne Québec, Ottawa et Montréal. Il rencontre M. MacKenzie King, Premier ministre du Canada et prononce un discours au parlement d'Ottawa. C'est son premier contact physique avec le Canada et la province du Québec. Il remercie le Canada de son accueil et évoque la solidarité des hommes qui luttent ensemble pour leur liberté. Il relève simplement « qu'ici la France ne fut, n'est, ne sera jamais oubliée ». Son pays « se souvient d'avoir le premier apporté la civilisation chrétienne et européenne sur ces terres inconnues ».

Québec sur les provinces anglophones qui, elles, se sont développées par leur effort de guerre. Il repasse par Ottawa en août 1945, après sa visite au président Truman, et s'entretient de nouveau avec M. MacKenzie King. Son désir d'aider le Québec ne peut se manifester : la France, venant en demandeuse, compte sur le Nouveau Monde pour sa reconstruction.